



La droite passe à l'attaque :

Alors que le gouvernement annonce jour après jour ses projets de casse sociale, des personnalités du mouvement associatif et syndical, nous livrent à chaud leur appréciation de la situation sociale.

pages 4 et 5

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 832

28 juin 2007

prix: 0,70 €

Alors que le premier tour annonçait une large victoire de la droite, les mesures antisociales du gouvernement commencent à apparaître au grand jour. La gauche sort renforcée du second tour avec plus de députés qu'en 2002. Le Parti communiste, avec 4,7% au 1er tour et l'élection de 19 députés, peut former un groupe à l'Assemblée. C'est un point d'appui pour les mobilisations futures contre la politique de casse du pouvoir de droite!



Michel VAXES (PCF) : 56%
(Bouches du Rhône 13ème)
Jean-Claude SANDRIER (PCF) : 57,4%
(Cher 2ème)
Jean-Jacques CANDELIER (PCF) : 66,1%
(Nord 16ème)
Alain BOCQUET (PCF) : 69,2%
(Nord 20ème)
André CHASSAIGNE (PCF) : 65,9
(Puy de Dôme 5ème)
André GERIN (PCF) : 53,8%
(Rhône 14ème)
Jean-Paul LECOQ (PCF) : 51,1%
(Seine Maritime 6ème)
Daniel PAUL (PCF) : 57,4%
(Seine Maritime 8ème)
Roland MUZEAU (PCF) : 63,5%
(Hauts de Seine 1ère)
Jacqueline FRAYSSE (PCF) : 54,4%
(Hauts de Seine 4ème)

Marie-Hélène AMIABLE (PCF) : 58,6%
(Hauts de Seine 11ème)
Patrick BRAOUEZEC (PCF) : 65%
(Seine Saint Denis 2ème)
Marie-George BUFFET (PCF) : 56%
(Seine Saint Denis 4ème)
Jean-Pierre BRARD (App) : 100%
(Seine St Denis 7ème)
François ASENSI (PCF) : 56,7%
(Seine Saint Denis 11ème)
Maxime GREMETZ (App) : 59,33
(Somme 1ère)
Pierre GOSNAT (PCF) : 64,7%
(Val de Marne 10ème)
Huguette BELLO (PCR) : 59,6%
(La Réunion 2ème)
Jacques DESALLANGRE (App.) : 54,6%
(Aisne 4ème)

■ LÉGISLATIVES P 2 et 3

L'analyse des résultats dans le département. Le poids du PCF dans la période politique qui s'ouvre.

■ EDF :

ATTENTION DANGER P 3



Le marché de l'électricité s'ouvre à la concurrence. Les usagers peuvent perdre le bénéfice du tarif historique dès le 1^{er} Juillet ! Eric Couvez répond à nos questions

■ SFR, LA POSTE,

ALCATEL P 5 et 8

L'actualité s'est concentrée sur les élections mais des centaines de salarié(e)s se battent pour défendre leur emploi



L'actualité politique...

EN BREF Primaire...

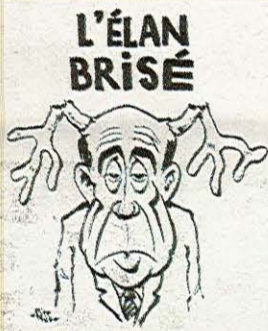
Ancien d'Occident, Patrick Devedjian a passé sa jeunesse à grenouiller dans les eaux sombres de l'extrême droite. Ce n'est donc pas un hasard si, à peine nommé à la tête de l'UMP, le nouveau président du Conseil général des Hauts de Seine, a choisi de faire feu de tous bois sur le PCF, accusé « d'ancrer les gens dans la misère » en Seine Saint-Denis. Il a par contre refusé tout débat contradictoire avec Hervé Bramey, président PCF du Conseil général du 93. Comme quoi, on peut avoir le verbe haut et baisser la tête à la première contradiction.

Ruptures

Décidément, le mot rupture est à la mode ces derniers temps. C'est ce qu'a du penser Ségolène Royal en annonçant sa séparation d'avec François Hollande durant la soirée électorale du 17 juin. A n'en pas douter, ça a certainement passionné tous les électeurs qui attendent de la gauche un projet politique répondant aux aspirations populaires. Après l'épisode du couple Sarkozy, on peut tout de même s'inquiéter, en ces temps difficiles pour la presse, de voir « Voici » et « Gala » devenir les journaux politiques de référence.

A la caisse

Les candidat(e)s UMP battu(e)s n'ont qu'une seule explication : La TVA « sociale ». On peut les comprendre tant il est rageant de voir fondre son pouvoir d'achat, électoral ici, en une seule élection. Pire, certain(e)s sont carrément condamné(e)s à la retraite anticipée. Ceci étant, ils auraient été plus avisés de prendre connaissance du programme de Nicolas Sarkozy avant l'élection plutôt que de protester contre sa mise en débat dans la campagne législative...



Solférino Coral

Les éléphants barrissent, les jeunes loups montrent les dents, les pamphlétaires affûtent leurs plumes... Alors même que la campagne législative battait son plein, les réunions nationales du PS ont plus souvent tourné au règlement de compte qu'à l'union qui est généralement la règle durant les périodes électorales. De quoi imaginer des débats houleux dans les mois qui viennent et d'espérer, sans trop d'illusion qu'ils se concentrent sur le rôle et l'identité de la gauche plutôt que sur des querelles de personnes.

Panne de portable

Décidément, Ségolène Royal a un problème avec le portable de François Bayrou qu'elle a, de nouveau, essayé de joindre sans succès dans l'entre deux tours des législatives. Problème de numéro ? De connexion au modem ? Ou bien peut-être faudrait-il simplement prévenir Ségolène que jusqu'à aujourd'hui, le courant n'est jamais vraiment passé entre la droite et la gauche.

Point de vue Par Aymeric SEASSAU



C'est désormais chose faite : Sarkozy dispose de la majorité nécessaire à la mise en œuvre de son projet politique. Mais à tout mener au pas de course, il a fini par trébucher sur sa proposition de TVA dite « sociale ». La victoire est de moindre ampleur et on

peut voir dans cette correction d'entre deux tours, le signe d'une certaine prise de conscience du véritable visage de ce gouvernement. Mais ne nous y trompons pas : jamais les forces d'argent et leurs représentants dans les institutions, n'ont eu autant de cartes en main pour se débarrasser des acquis sociaux et donner à la France, le triste visage des démocraties libérales soumises aux normes destructrices du capitalisme mondialisé. De ce point de vue, le maintien de députés communistes en capacité d'agir dans un groupe à l'Assemblée nationale est une bonne nouvelle. Il met des bâtons dans les roues de ceux qui espéraient voir s'installer un bipartisme fait d'alternances qui ne remettent pas en cause les rouages économiques et institutionnels.

Mais pour la gauche en général et le Parti Communiste en particulier, le défi va bien au-delà. Il s'agit bien sûr de participer efficacement aux résistances nécessaires aux mauvais coups qui vont pleuvoir dès cet été sur la protection sociale, l'éducation, les services publics et le pouvoir d'achat. Mais cela ne suffira pas, avec le mouvement social, les forces de progrès ont la responsabilité de construire des réponses conformes aux intérêts du monde du travail et des catégories populaires. Et pour travailler dans le mouvement aux alternatives nécessaires à la société capitaliste, il y a besoin de reconstruire un Parti communiste ancré dans la réalité du 21ème siècle et influent sur tout le territoire. Ce n'est qu'en les mettant dans

les mains de tous les communistes et au-delà, de toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à ce que le pouvoir de l'argent domine l'humanité, qu'il sera possible d'avancer dans ces débats. Les Nouvelles de Loire Atlantique veulent y prendre toute leur place, en restant un espace utile aux communistes pour engager les débats de demain, un outil militant pour argumenter et construire les résis-

tances au pouvoir de droite, un journal utile pour décrypter à gauche l'actualité politique et sociale départementale.

« il y a besoin de reconstruire un Parti communiste ancré dans la réalité du 21^e siècle et influent sur tout le territoire »

Un redressement électoral qui va compter

Le calendrier électoral voulu et décidé par Lionel Jospin en 2002 et dans lequel Nicolas Sarkozy semblait se trouver à merveille n'aura pas, au final, donné au Président de la République, les résultats escomptés. Tout semblait pourtant baigner dans l'huile pour la droite française. Les élections législatives ne devaient être qu'une formalité. Au soir du premier tour, l'ensemble des commentateurs politiques, allaient bon train pour expliquer qu'il n'y avait plus en France de la place que pour l'UMP et ses amis. Pourtant, le 17 juin, quelque chose s'est passé, la grande victoire annoncée ne s'est pas produite, pire, le deuxième tour des législatives se transforme en échec. L'UMP se retrouve avec moins d'élus que dans l'ancien hémicycle, le Parti Socialiste augmente son nombre de députés, les



communistes annoncés comme disparus, obtiennent 19 sièges contre 21 dans l'ancienne assemblée. Seul les amis de Bayrou, confrontés aux jeux politiques de leur chef, mordent la poussière comme ceux de Jean Marie Le Pen qui obtiennent, et c'est bien ainsi, le plus mauvais score de leur histoire récente. Que s'est-il passé entre le 10 et le 17 juin ? Il y a eu, c'est certain, un inversement des comportements entre les électeurs de droite qui étaient très offensifs lors du premier tour et moins fermes au second et ceux de gauche qui, eux, restaient sous le choc du résultat de la présidentielle au premier tour et qui ont fait preuve

d'une plus grande combativité pour le deuxième. On remarque que des électeurs de gauche, abstentionnistes le 10 juin, ont voté le 17 alors que le phénomène inverse se constate dans l'électorat de droite. Une fin très rapide de l'état de grâce pour Sarkozy ? Certainement, mais aussi une prise de conscience aussi rapide, du danger des projets gouvernementaux à l'image de la TVA sociale.

Enfin une autre constatation s'impose : les Français sont attachés à la diversité de la gauche. Dans seulement deux circonscriptions en France, le Parti Socialiste devance le candidat communiste sortant et le Parti Communiste enlève une nouvelle circonscription. Les reports de voix se sont parfaitement opérés à gauche donnant souvent à son candidat restant au second tour, une confortable avance progressant même par rapport au total des voix de gauche du premier tour. Il est clair au soir du 17 juin, que les Français ont donné un message clair à la gauche qu'aucune de ses composantes ne devra perdre de vue dans les prochains mois.

De vous à moi...

Notre belle langue française pourtant si riche n'avait plus de mots assez forts pour nous rabâcher soir et matin au gré des journaux parlés, télévisés ou dans les colonnes de notre presse écrite, que la vague bleue, le tsunami de ce mois de juin allaient traverser la France. Une France qui l'attendait, qui le demandait, qui semblait compter les jours, les heures, les minutes même avant ce moment sublime où l'on oublie toute notre misère et celle du monde arrive. 400 députés bleus, voire plus, tous à la botte du chef suprême, celui qui, dit-on dans les milieux pudiquement appelés « bien informés », aurait déjà passé un sérieux savon à son ex ministre des finances, Jean-Louis Borloo. Et bien raté, l'état de grâce aura été aussi éphémère que la vie d'un joli papillon de juin. Il n'aura pas duré une semaine, même pas assez pour assurer la victoire des bleus pour le second tour. La faute à qui ? A toutes celles et ceux qui ont à temps, ouvert les yeux et qui se sont aperçus qu'il ne suffisait pas de virevolter, d'être toujours sûr de soi pour répondre aux attentes des Français. Dois-je maintenant penser que cela est de bon augure quand le moment est proche des premières mesures du gouvernement qui vont tomber ?...Je l'espère vivement...

Y.C.

VITE LU
VITE DIT

Le PCF résiste !

Sondeurs, grands médias, forces politiques de droite et de gauche : ils l'avaient décidé, annoncé, prévu : le PCF allait rendre l'âme après ces législatives, sans passer la barre des 10 députés. Cette fois-ci, ils n'avaient pas ménagé leurs efforts. Le Figaro a fait sa Une sur la « crise financière au PCF » avec des informations pour le moins, fantasques. Le Pen trouvait que le score de Marie George Buffet, signe inéluctable selon lui de l'éradication du communisme en France, était la seule bonne nouvelle du premier tour de la présidentielle. Devedjian, à peine nommé président de l'UMP répondait à la question « Croyez vous que le PCF va disparaître ? » « Mais, c'est déjà le cas, non ? ». Même certains à gauche avaient déjà enterré le PCF et le PS voyait là une opportunité de gagner des circonscriptions de gauche facilement en opposant un candidat socialiste dans chaque circonscription communiste. Quant aux sondeurs, ils prédisaient entre 6 et 15 députés. Et pourtant, le PCF a résisté à l'épreuve des législatives. Au premier tour d'abord puisque avec 4,7%, il se positionne devant un FN relégué à 4,2%. Au second ensuite puisque l'élection de 19 députés communistes et apparentés, va permettre de travailler à constituer un groupe à l'Assemblée nationale. C'est une bonne nouvelle pour tous ceux qui sont attachés à une gauche fidèle à son identité. Bien sûr, cela ne dispensera pas les communistes des débats des réflexions, urgentes et nécessaires sur l'influence de leur parti. Mais cela permet en tout cas de confirmer l'exigence à gauche, de travailler à l'expression institutionnelle des revendications sociales et à construire des alternatives au capitalisme mondialisé. Il y a nécessité à reconstruire un Parti Communiste influent sur tout le territoire, présent dans les entreprises et dans les quartiers, dans les luttes comme dans les institutions.

Législatives en Loire Atlantique : quelle lecture des résultats ?



Les élections législatives en Loire-Atlantique ont été marquées, comme au plan national, par un taux d'abstention plus important, comparé à l'élection présidentielle. Pour un certain nombre d'électeurs, les jeux étaient faits, les élections législatives ne devenaient qu'une sorte de troisième tour sans grand intérêt après la large victoire de la droite et de son candidat Nicolas Sarkozy, le 6 mai.

Aidés par des médias qui

n'avaient d'yeux et d'oreilles que pour les candidats de l'UMP et du Parti Socialiste, les résultats du premier tour de scrutin montrent une répartition des voix entre ces deux composantes politiques, les autres forces ne se contentant que des petits restes. Dans l'ensemble des circonscriptions de Loire-Atlantique, UMP et PS réunissent souvent plus des trois quarts des suffrages laissant les autres candidats à des résultats presque toujours au-dessous de 5%. Qu'il s'agisse des Verts, de la LCR, des Communistes, de l'ensemble des autres forces politiques, les résultats restent en deçà des espérances. Dans la 8ème circonscription de Loire-Atlantique, le candidat communiste recueille ses meilleurs scores à Trignac avec plus de 17% des voix. Dans la 7ème, le Maire communiste de Saint-Joachim totalise dans sa commune plus de 21% des suffrages. Dans le même temps, avec 2% des voix, les candidats communistes ne réalisent

pas, comme c'est le cas nationalement, une remontée électorale par rapport à l'élection présidentielle.

Le deuxième tour des législatives qui se déroulait dans l'ensemble des 10 circonscriptions du département confirme la poussée de la gauche. Les candidats du Parti Socialiste obtiennent 5 sièges, en en

La droite devient minoritaire dans le département

gagnant un, les Verts gagnent un siège. Notons à ce propos que les 4 députés Verts qui siègeront à l'Assemblée nationale n'avaient pas de candidat PS en face d'eux, ce qui a pour le moins, facilité et permis leur élection. A contrario, les 19 députés communistes et apparentés ont tous dû affronter des candidats socialistes au premier tour. La droite dans le département laisse deux sièges dans la bataille et devient minoritaire sur le département.

Notons dans les 10 circonscriptions, que les résultats sont

dus à un report très important des voix à gauche alors que dans le même temps, la droite a rencontré de réelles difficultés pour mobiliser ses électeurs. C'est notamment spectaculaire dans les villes communistes du département où les candidates de gauche arrivées en tête du premier tour dans la 7ème et 8ème circonscription réalisent leurs meilleurs scores au second tour.

Au soir de ce second tour des législatives, une conclusion s'impose : les résultats obtenus par les candidats communistes ne sont pas satisfaisants, ils ne sont pas le reflet de l'influence réelle du PCF en Loire-Atlantique. Il est important pour les communistes, dans les semaines et mois qui viennent, de travailler à une présence plus concrète, plus efficace, plus lisible dans les quartiers populaires, dans les entreprises, sur les communes. Il est souhaitable d'ouvrir sans attendre partout une réflexion pour un Parti Communiste influent et utile aux citoyens dans une période où les coups de la droite vont être importants et où l'avenir de la gauche reste à construire.

Ouverture des Marchés du Gaz et de l'Électricité : 3 questions à Éric Couvez, syndicaliste EDF-GDF



NLA : Que se passera-t-il au 1er Juillet?

Éric Couvez : Les particuliers auront le choix de changer

d'opérateur, et pourront quitter les tarifs historiques régulés par l'État. S'ils décident de quitter EDF et GDF, pour Poweo, ou d'autres opérateurs, voire même en optant pour les tarifs dérégulés proposés par EDF et GDF, ils ne pourront plus faire machine arrière!

NLA : Quelles seront les conséquences à long terme?

EC : Dans un premier temps, les opérateurs des marchés dérégulés, attireront les clients par des offres inférieures aux tarifs actuels d'EDF et GDF jusqu'à 2010, date à laquelle ceux-ci devraient tomber. Ensuite, le prix du marché s'appliquera réellement, et alors là, gare à l'addition ! Vos factures augmenteront de 66% (selon UFC Que Choisir) c'est-à-dire de 1 400 € en moyenne à 2 324 € par foyer. De plus, le tarif étant lié à l'habitation, cela pourra vous porter préjudice lors de la vente de votre bien, surtout si les tarifs pratiqués par l'opérateur se sont envolés, il en va de même pour une location.

NLA : Quelles solutions sont proposées par les salariés d'EDF-GDF?

EC : Surtout ne pas quitter les tarifs historiques ; attention tous les arguments vont vous être donnés : « moins chers, une seule facture... »

L'électricité et le gaz ne sont pas des marchandises comme les autres, ce sont des énergies essentielles à la vie et ne doivent en aucun cas entrer dans la sphère marchande. Elles doivent être au juste prix, et contrôlées par l'état afin qu'aucune spéculation ne puisse être exercée sur celles-ci, y compris par EDF et GDF afin de rémunérer ses actionnaires. L'Etat doit exercer l'opt-out, c'est-à-dire la possibilité d'ouvrir ou pas les marchés de l'énergie à la concurrence, c'est ce qu'il nous faut demander haut et fort au Président de la République, qui scande à tout va qu'il faut préserver le pouvoir d'achat des Français, c'est d'ailleurs ce qu'il a fait en interdisant à GDF d'augmenter ses tarifs!

Pour conclure, **si aucun usager ne bascule dans le marché dérégulé, alors les parlementaires avec les usagers, auront le temps pour exiger un moratoire sur l'ouverture du marché du Gaz et de l'Électricité.**

Ils voudraient vivre en paix

Un guinéen de 19 ans à Saint-Nazaire, une famille d'Angola à Saint-Herblain, une autre du Daghestan à Châteaubriant, ont tous un point commun. Ils sont tous menacés d'expulsion et de renvoi dans leur pays et la liste ne s'arrête pas là... Les dossiers se suivent au Tribunal administratif qui statue en quelques minutes sur le sort de ces familles.

Divers collectifs et associations, parmi eux des militants et élus communistes, se mobilisent pour dénoncer, apporter leur soutien aux familles concernées et exiger une solution satisfaisante sur le plan humain et éthique ; comme le 20 juin à Châteaubriant avec un lancer de ballons et de nouveaux parrainages à Nantes le 23. **Elargir ce rassemblement devient indispensable face aux durcissements annoncés par cette droite gouvernementale qui assume aujourd'hui le bleu sombre.**

La maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile, telle que l'a portée Sarkozy lors de la campagne des présidentielles est en marche. Son intention de rompre avec la tradition de la France en matière de politique de l'immigration est confirmée par le contenu



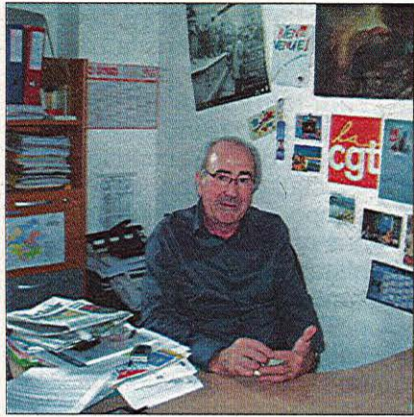
de l'avant-projet de loi transmis par le ministre Hortefeux, projet de loi qui n'est que la 3ème modification des lois sur l'entrée et le séjour des étrangers et sur le droit d'asile depuis cinq ans. Ce projet à forte coloration néocoloniale et paternaliste, déploie un arsenal « d'indicateurs » économiques et sociaux, et fait peser sur les migrants une suspicion insupportable. **Il risque de rendre impossible le droit de vivre en famille pour les étrangers, annonce la mort du droit d'asile.** Il est une atteinte inadmissible aux droits affirmés dans tous les textes internationaux et européens. Il ne règle rien en matière de migration car les raisons de ces fuites, sont les politiques menées par les multinationales, la banque mondiale ...

Le dossier.

La droite passe à l'attaque !

5 personnalités du département réagissent aux annonces de casse sociale

Le deuxième tour des législatives témoigne de la résistance de la gauche. Il marque aussi une première mobilisation face aux projets de la droite. Sarkozy et Fillon disposent désormais de la majorité absolue pour mettre en oeuvre leur politique avec l'approbation d'un Medef prêt à rafler la mise. Les annonces se succèdent: Refus d'augmenter le SMIC, défiscalisation des heures supplémentaires et du travail étudiant, contrat unique pour venir à bout du CDI, remise en cause du droit de grève dans les transports, mise en concurrence des universités, cadeaux fiscaux pour les plus fortunés, franchise médicale... La liste est malheureusement trop longue. Les Nouvelles de Loire Atlantique ont choisi de donner la parole à des personnalités du monde associatif et syndical du département. Ils nous livrent, à chaud, leurs premières analyses de la situation sociale après la victoire de la droite aux élections présidentielle et législatives.



Serge Doussin
Secrétaire général
de l'UD CGT 44

Le MEDEF a applaudi l'élection du Président Sarkozy. Il se félicite de son programme qui «va libérer

l'entreprise». Cette élection, ne gomme pas pour autant la donnée essentielle de la période qu'est la persistance des exigences sociales.

Sarkozy élu, doit à présent affronter les salariés actifs, retraités, privés d'emploi qui entendent peser pour imposer la satisfaction de leurs revendications. Une évidence s'impose ! Le présent immédiat et le futur proche ne

peuvent donc que se vivre en terme de luttes solidaires.

Le Président de la République et son Premier Ministre disent vouloir aller vite. Des projets de loi relatifs aux heures supplémentaires et au service minimum dans les services publics sont annoncés en juillet. D'autres dossiers

relatifs aux franchises sur la santé, la démocratie sociale, l'égalité professionnelle femmes/hommes, aux contrats de travail, aux procédures de licenciement, vont ponctuer la période à venir.

La CGT, ses syndicats, n'entendent pas se laisser enfermer dans le calendrier gouvernemental. L'augmentation des salaires, pensions et retraites, la défense des droits des privés d'emploi, la défense du service public, du droit de grève, de l'emploi industriel ou encore de la protection sociale et des retraites constituent dès à présent des

préoccupations revendicatives. Consciente de ses responsabilités, l'Union Départementale CGT 44 fait le choix d'engager la construction de perspectives d'actions dans tous les secteurs professionnels et en direction de toutes les catégories de salariés. L'unité des organisations syndicales dans le contexte actuel revêt une importance capitale.

La CGT déploiera les efforts nécessaires pour éviter que Fillon gagne sur son intention d'institutionnaliser dans le champ syndical une bipolarisation du syndicalisme, tel qu'il l'a exprimé dans le journal «Les Echos». Sarkozy, Fillon, Parisot, affichent leurs intentions.

La CGT 44 pour la part qui lui revient, dans la démarche nationale de la Confédération, est engagée dans des constructions revendicatives, offensives, déterminées qui trouveront leurs premières expressions début juillet pour l'augmentation du SMIC.

Le présent immédiat et le futur proche ne peuvent que se vivre en terme de luttes solidaires



Alice Mazzochi
Syndicaliste étudiante

Dès la fin de l'élection présidentielle, le gouvernement s'est attaqué aux problèmes étudiants.

On pourrait se dire que c'est une bonne nouvelle tant les chantiers sont nombreux, par exemple en en finissant avec ces 40% d'étudiants qui se salarient quitte à rater leurs études. Mais la première mesure a été de «défiscaliser» le salariat étudiant, ce qui ne changera pas grand chose à notre situation.

La nouvelle ministre a ensuite lancé

des « discussions » éclairées (deux semaines) autour d'un vague projet. En même temps, elle rédigeait un texte de loi qui

sera voté dès juillet. C'est beau le dialogue social !

Ce projet de loi remet en cause et limite l'inscription à l'université, permet la sélection à l'entrée en master. Il limite le poids des conseils, augmente le nombre de représentants des entreprises (bien sûr seulement des patrons), et donne plus de pouvoir aux présidents d'université.

Pire, il met en place la concurrence généralisée entre les universités avec d'un côté les universités d'élite (qui recevront de l'argent des entreprises et des particuliers, choisiront leurs personnels et pourront vendre leurs locaux) et de l'autre les « facs poubelles ».



Loïg Garrec, Dominique Le Fur
Syndicalistes CGT cheminots

Les cheminots sont dans la ligne de mire du gouvernement et ce n'est pas un hasard. En s'attaquant aux acquis sociaux, ils veulent opposer les salariés entre eux et tirer tous les statuts vers le bas. Les régimes spéciaux concernent seulement 5% des salariés et le nôtre est financé par les cotisations des cheminots et par

la SNCF, pas par les caisses du privé. Et si notre statut existe, c'est pour nous permettre d'accomplir des missions de services publics dans des conditions de travail particulières : travail de nuit et le week-end, services forcés, horaires d'embauche contraignants... Les cheminots sont attachés au service public, à la notion d'usagers alors que la direction parle de « clients ». Le service minimum, c'est malheureusement la réalité quotidienne pour les usagers : ce sont les retards, les files d'attente, les trains annulés en raison du manque de moyens humains et matériels. **Le gouvernement veut en réalité s'attaquer au droit de grève et au service public pour préparer la privatisation de la SNCF.** Les cheminots, au contraire, défendent leur statut parce qu'il permet l'existence d'un service public utile aux usagers mais aussi la sécurité des trains, mise en danger par l'ouverture à la concurrence.



Guy Bernard
Président de la CNL 44

Avec les déductions des intérêts d'emprunts

immobiliers le gouvernement a choisi de mettre en place une mesure coûteuse, qui ne répond pas aux problèmes des plus modestes. **C'est scandaleux que la première mesure de ce gouvernement ne soit ni pour le droit au logement opposable, ni pour le logement social, ni pour l'augmentation des aides personnelles au logement ou pour tout autre élément qui puisse répondre concrètement à la crise du logement.** Cette mesure fiscale ne profitera pas à ceux qui en ont le plus besoin. Les primo accédants n'en seront pas les grands bénéficiaires comme le prédisent de nombreux économistes. Cela risque

au contraire de leur nuire avec une probable flambée des prix. Si la Confédération Nationale du Logement n'a jamais été opposée à l'accession à la

propriété, nous pensons qu'il serait plus cohérent d'optimiser, dans un premier temps, le prêt à taux zéro pour permettre aux primo accédants qui ont des revenus modestes de pouvoir devenir propriétaires plutôt que d'aider financièrement des ménages aux revenus importants. **Ce cadeau fiscal promis par Nicolas Sarkozy sera socialement inefficace, coûteux pour les finances publiques et injuste pour les habitants.** Devant cette situation catastrophique il est urgent de créer un Service public du logement et de l'habitat pour construire massivement des logements sociaux, de décider le gel des loyers et l'arrêt des expulsions et de revaloriser de 20%, les aides au logement au titre du rattrapage.



Rémi Tessier
Syndicaliste CPAM

dans la rupture avec les valeurs fondatrices de la Sécurité Sociale. Par l'instauration d'une franchise, et sous couvert de responsabiliser les assurés sociaux, **le gouvernement ne prépare rien d'autre qu'un hold-up sur les assurés**

En matière de protection sociale, Sarkozy se situe à la fois dans la continuité de la régression sociale

(celle des plans JUPPE et Douste-Blazy) et

sociaux. 40 euros (4 franchises de 10 euros dans un premier temps) ne seront plus remboursés, chaque année. Bien sûr, on exonérera les assurés les plus en difficulté, mais cela n'enlève rien au caractère injuste et inefficace de cette mesure.

Gouvernement et patronat ne visent qu'un seul objectif : diminuer les remboursements et la solidarité. D'autres solutions sont pourtant possibles pour répondre au défi du vieillissement de la population et à l'évolution des dépenses de santé.

Cela passe par un autre financement prenant en compte l'ensemble des richesses la modulation des cotisations, par une politique favorisant l'emploi et le pouvoir d'achat.

PRENONS NOTE...

Pas de coup de pouce

70 centimes, même pas une baguette de pain par jour, c'est ce que représente l'augmentation annoncée par le gouvernement pour le SMIC au 1^{er} juillet. Pour les salariés concernés par le SMIC horaire : 17 centimes bruts d'augmentation de l'heure.

Euromanifestation

Le 20 juin: pour les droits fondamentaux en Europe, pour une Europe sociale plus forte, pour de meilleurs emplois alors que les chefs d'État et de gouvernements européens se réunissent pour adopter un « **projet de traité simplifié** » qui abandonne la Charte des droits fondamentaux adoptée à Nice en 2000, sous la pression de plus de 60 000 manifestants.

Tout à perdre

1er juillet : ouverture totale à la concurrence du marché de l'énergie. Les Français pourront changer de fournisseur de gaz ou d'électricité. Comme nous y invite, INDECOSA-CGT : « **Ne changez rien, gardez vos tarifs actuels.** »

Record historique

2,3 milliards d'euros c'est le bénéfice record, doublé en 2 ans, de GDF. En 2006, les dividendes ont atteint 1,1 milliard d'euros, l'équivalent de 10% des factures des clients aux tarifs réglementés. La CGT demande donc une baisse de 10% des tarifs de gaz au 1er juillet 2007.

Escalade absurde

Pour les « **marchands de canons** ». Selon un rapport de l'Institut international de recherche pour la paix, les ventes d'armes ont augmenté de 3,5% l'année dernière. Dominé par les États-Unis, les dépenses militaires ont atteint un nouveau pic avec 1 204 milliards d'euros. Soit une progression de 37% en 10 ans au niveau mondial. La France participe à cette hausse avec 2,2%.

Cri d'alarme

Il y a urgence à arrêter le sang dans la bande de Gaza. Cette situation est d'abord le fruit empoisonné de l'impasse politique et du désespoir. Toutes les aides doivent être rétablies.

L'ONU, l'Europe, la France doivent mesurer leur responsabilité, sauf à laisser les institutions palestiniennes s'effondrer dans une crise majeure qui peut déstabiliser la région.

Contre les idées reçues



Appel pour une émission sur les migrations sur France Télévision et briser ainsi les idées reçues. On peut signer cet appel sur le site: <http://Bellacio.org>

Nouvelles sanctions

Comme à chaque plan de redressement comptable de la Sécu, les patients seront de nouveau pénalisés. Car il est clair pour l'UMP que l'augmentation des dépenses de santé, c'est d'abord et avant tout de leur faute. Il faut donc les « responsabiliser », c'est à dire les pénaliser financièrement pour « qu'ils consomment moins », ou, au minimum, pour que « la Sécu rembourse de moins en moins ».

L'avenir de nos bureaux de poste !

Les services postaux, par leur maillage territorial, constituent un service public essentiel pour la vitalité des territoires et un véritable vecteur de cohésion sociale. Ils participent à l'animation des territoires, au dynamisme et à la qualité de l'offre de services publics et bénéficient d'un fort attachement des citoyens. Il est impératif d'en assurer le maintien sur l'ensemble du territoire.

Or, entre la libéralisation totale du courrier annoncé en 2009 ou 2011 et le durcissement de la concurrence dans le domaine bancaire notamment avec la généralisation du Livret A, les lendemains s'annoncent durs pour La Poste. Un nouveau plan stratégique sera ainsi défini pour 2008-2012 et se substituera au traditionnel contrat de plan passé avec l'État, supprimé. Les 17 000 bureaux de poste pourraient devenir de simples « points de contact » dans un commerce ou une administration.

Les luttes associant usagers, salariés et élus contre les fermetures ou modifications d'ouverture des bureaux et des suppressions de tournées doivent s'amplifier. Elles ont déjà montré leur efficacité.

• Le 6 juin 2007, une grande journée d'action à travers l'Europe a permis le report de la libéralisation du courrier en 2011, voire 2012. Sur pression des salariés et d'opérateurs historiques, les ministres européens ne sont pas parvenus à un accord de libéralisation pour 2009. Dans un communiqué, la CGT considère que, « **même s'il ne s'agit pas d'un renoncement à mettre en œuvre la directive, c'est un point d'appui pour amplifier la mobilisation et exiger son retrait définitif** ».

• **Après 9 jours de grève, les facteurs de Rezé ont fait reculer la direction de La Poste.** Elle ne mettra pas en place la réorganisation prévue le 19 juin et elle revient sur la suppression de 4 postes ainsi que sur le gain de temps prévu par jour et par tournée.



Pour une autre logique de financement

Réduire à tout prix les cotisations sociales patronales, reste l'objectif N°1 de Sarkozy-Fillon. Depuis 1945, la sécu est financée par des cotisations sociales, prélevées à la source de la création des richesses dans l'entreprise. Ce que le patronat et la droite qualifient de « charges » n'est rien d'autre qu'un deuxième salaire, socialisé, qui sert à financer nos prestations maladie, famille ou retraite. En voulant réduire les cotisations sociales des employeurs, ils veulent en fait réduire le

salaires, la rémunération de la force de travail.

15 ans de cadeaux fiscaux aux patrons « ça coûte cher et c'est inefficace » indiquait la Cour des comptes en 2006. En 2005, 46 mesures d'exonérations patronales pour un coût de 20 milliards, compensées

pour une partie par le budget de l'État donc la fiscalité et la CSG, n'ont permis aucune avancée en terme d'emplois, de pouvoir d'achat, de réduction du déficit de la Sécurité Sociale.

Le gouvernement Fillon veut enfoncer le clou et veut



définitivement rompre avec le régime actuel de protection sociale fondée sur le travail. Le centre de gravité du financement de la protection sociale serait basculé de l'entreprise et du travail vers la fiscalité.

L'exonération des charges sociales sur les heures supplémentaires est une pierre supplémentaire à cet édifice. 5 milliards d'euros : c'est le coût estimé de cette « détaxation » pour lequel aucune certitude de compensation n'est formulée. La TVA [anti]sociale marque une nouvelle régression dans le financement de la protection sociale. Il s'agit de franchir un nouveau pas vers la fiscalisation de son financement. Ainsi, les familles financent les exonérations patronales.

Virons mieux, virons Mobile



Le 23 mai dernier, les 8 000 salariés de SFR dont plus de 300 à Saint-Herblain apprenaient la nouvelle par e-mail suite à une annonce en Comité Central d'Entreprise, 2 000 employés de 3 centres d'appel étaient transférés à la sous-traitance.

Ainsi en se délestant de près de 3 600 salariés en 2 ans, le groupe SFR annonce clairement à ses actionnaires sa volonté de ne plus avoir à gérer de l'humain et encore moins du social.

Depuis 4 semaines, les salariés des sites concernés (Poitiers, Toulouse et Lyon) ainsi que leurs camarades de Paris, Aix en Provence et Saint-Herblain ont décidé de rentrer en résistance.

Le 31 mai, au côté de France Telecom dans le centre ville de Nantes, puis le 5 juin dans la zone commerciale d'Atlantis, les salariés de SFR étaient plus d'une centaine à défiler pour

défendre l'emploi et les conditions de travail dans un groupe réalisant en 2006, 8,6 milliards de chiffre d'affaire.

En déclarant que « les salariés de SFR service client, font du gras », M. Levy, président de Vivendi, actionnaire principal de SFR, annonce clairement la future politique sociale (perte des acquis sociaux, dégradation des conditions de travail...)

Malgré les soutiens d'élus communistes mais aussi d'autres dirigeants nationaux (Besancenot, Jospin, Royal), le mouvement reste fortement ignoré de la presse nationale tenue par les amis de M. Sarkozy.

Pour faire face au mépris des grands médias, les salariés ont décidé d'utiliser Internet en créant un site (<http://sfrenclere.canalblog.com/>), pour diffuser une pétition et informer les salariés, clients et citoyens de l'actualité du mouvement.

Evènements, culture, idées.

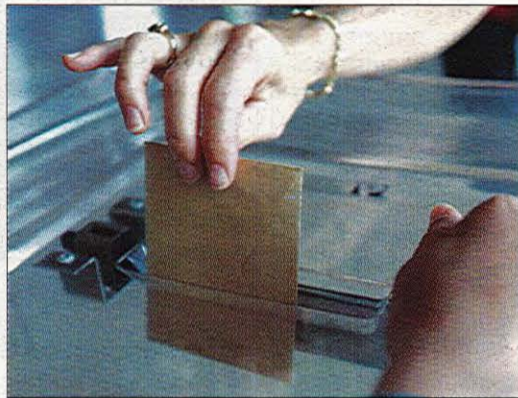
« Comment votent les Français ? »

L'amorce d'un débat à chaud, à la Fête des Nouvelles 2007

« Comment les Français votent-ils ? » C'est la question brûlante d'actualité posée lors de la rencontre de l'après-midi du dimanche de la Fête des Nouvelles de Loire Atlantique animée par Jean-Pierre Landais, organisateur de l'Huma-Café de Nantes. La

tempête était aussi dans les esprits pour cet atelier de réflexion auquel l'assistance a participé avec son cœur, ses tripes et sa passion, après le cataclysme de l'élection présidentielle. « Les Françaises et les Français font de la politique » remarque d'emblée Yann Le Polotec, membre du Conseil National du PCF. A Lionel Jospin qui lui affirme que « la politique ne peut pas tout changer », le peuple répond par une abstention massive lors du premier tour des présidentielles de 2002 avant de reprendre la main pour toutes les consultations qui vont suivre. « Comment expliquer alors qu'après avoir donné 20 régions sur 22 à la gauche en 2004, avoir répondu « non » à 55% lors du référendum de 2005, les électeurs ont fait gagner Sarkozy en 2007 ? » Grand moment de politique spectacle où les principaux candidats ont constamment cherché à brouiller les repères, la campagne électorale a vu des luttes sociales s'inviter et durer comme PSA à Aulnay sous Bois, ou Airbus à Toulouse, Nantes et Saint-Nazaire. Pourtant, le vote utile l'a emporté, « un vote utile qui choisira Bayrou plutôt que Royal comme rempart à Sarkozy dans

les quartiers populaires de Rezé » remarque Yann Vince, responsable départemental. En dépit d'une formidable campagne de Marie George Buffet, le Parti Communiste, une nouvelle fois, n'a pas été vécu par les gens comme la réponse efficace répondant à leurs attentes.



« Nous payons l'échec des collectifs antilibéraux, peut être avons-nous surestimé la force du NON de gauche lors du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen... » constate Yann Vince. « Je remarque, poursuit, Yann Le Polotec que les trois candidats arrivés en tête se sont positionnés comme des candidats de rupture, des candidats antisystème, appelant à une 6^e République, dénonçant le pouvoir des actionnaires et les parachutes dorés chez Airbus... Ils ont récupéré, pour les dévoyer, des valeurs de gauche dont le PCF n'a pas su s'emparer pour en faire des forces capables d'infléchir l'issue des élections... ».

La salle, qui s'agitait depuis un moment, s'empare alors de la

parole. « Il est peut être temps qu'on se regroupe enfin à la gauche de la gauche » dit la première intervenante. « Finissons-en avec les querelles de chapeaux dans une gauche antilibérale qui, avec cinq candidats n'atteint pas les 10% » poursuit un deuxième sous les applaudissements. « Chavez, Morales... sont clairement anticapitalistes dans les mots comme dans les actes... » remarque un troisième, y voyant la solution au « naufrage » du PCF. « Le naufrage, c'est celui de toute la gauche », reprend à la volée le dirigeant national qui plaide « non pour une unité de façade mais pour une unité de contenu à partir de choix politiques forts » et qui refuse de voir

cantonner l'influence de son parti à l'intérieur « d'une petite gauche protestataire, incapable de faire bouger les lignes de force tandis que la social démocratie à la Blair, à la Prodi ou à la Schröder serait présentée comme un modèle indépassable ». L'objectif, au contraire, c'est que « la gauche, toute la gauche retrouve son identité autour d'un vrai projet de transformation sociale ». Possible ? Ce débat rendu plus crucial encore après les élections législatives, sera repris et prolongé à la rentrée, avec les universitaires F. Matonti et A. Collovald, spécialistes de ces questions des comportements électoraux des Français, au cours d'un Huma-Café au Lieu Unique de Nantes, à une date que nous préciserons ultérieurement.

LIRE

Un guide de l'économie équitable

Les 10 auteurs de ce tout nouveau Guide de l'économie équitable, tous militants et d'horizons divers - SCOP, CGT, ATTAC, Max Havelaar, PCF, ONG, Artisans du Monde et Associations — proposent, sous la direction de S. Mayer, de cheminer avec leurs lecteurs pour construire ensemble une économie mondiale équitable...

Dans cet ouvrage collectif, faisant suite à un séminaire de la Fondation Gabriel Péri, les réflexions et propositions des neuf coauteurs ont été complétées d'études, de tableaux, de chiffres, d'un annuaire des principaux acteurs du commerce équitable et de l'économie sociale et solidaire.

En cohérence avec le contenu du guide, son impression est réalisée sur du papier recyclé par 2 coopératives, et un CAT

(Centre d'Aide par le Travail) s'occupe du routage : 1 € sur chaque livre sera consacré à aider un projet solidaire.

Partant des principes du Commerce Équitable Nord Sud, ce guide amorce ainsi une réflexion sur « le devenir équitable de l'économie » : Est-il possible de transformer l'économie en un système où la valeur du travail serait davantage reconnue ? De changer le statut de la propriété des moyens d'échanges et de production ? De démocratiser l'entreprise ? D'aller vers une transformation sociale hors du système capitaliste financier et de l'administration étatique ?

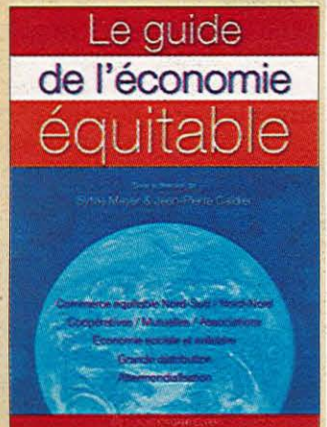
Le livre est composé de quatre parties : Le Commerce Équitable Nord Sud, ses pratiques, ses acteurs ; une vision de l'économie sociale et solidaire : coopératives, mutuelles et associations ; l'espérance de construire un commerce équitable Nord/Nord. Quel rôle pour la grande distribution ?

Avec cette question d'avenir, le commerce équitable étant envisagé comme une alternative au libre échange.

Un constat sans complaisance ouvrant des pistes d'espoir.

Ed. Fondation G.Péri, 21 juin 2007, 380 p., 18 €

Achat en ligne : <http://gabrielperi.fr/> ou à l'adresse : Fondation Gabriel Péri 22 rue Brey - 75017 Paris.



VOIR...



L'estuaire de la Loire décor d'une exposition

Une trentaine d'artistes inter-

nationaux exposent cet été le long de l'estuaire de la Loire, de Nantes à Saint-Nazaire, des œuvres souvent gigantesques, selon un parcours artistique inédit qui invite à la découverte des paysages, de l'art et du fleuve.

Quelque 500 000 visiteurs sont attendus jusqu'au 1^{er} septembre selon le responsable de cette exposition hors normes, Jean Blaise. A pied, à vélo ou en croisière fluviale, ils suivront un parcours le long de l'estuaire pour découvrir des œuvres.

Infos au Hangar, 32, quai des Antilles, Nantes. Tél. : 02-40-75-75-07. www.estuaire.info. Pass à 20 € et 30 €. Navette fluviale 8 € et 11 €. Accès gratuit à certains lieux. Tous les jours du 2 juin au 1^{er} septembre 2007.

MÉDIAS

Ouest-France de l'Info à la Com

Au moment où trois nouveaux gratuits sont annoncés sur Nantes à la rentrée, Ouest-France a lancé depuis le 29 mai en Vendée, www.infolocale.fr, un service Internet qui permet à chaque responsable d'associations ou chargé de communication d'entrer lui-même ses Infos-Services (IS) dans la base de données de Ouest-France. Elles sont, sans aucun contrôle journalistique, immédiatement publiées dans Ouest-France et Vendée Matin. Autrefois rédigées par

les correspondants de presse, le quotidien a donc imaginé une saisie de ces « IS » par Internet, directement par les présidents d'associations, les chargés de communication des mairies, etc. Ouest-France se fixe l'objectif affiché, au nom de « l'informoir » maison, de

Maine-Libre et Le Courrier de l'Ouest, ainsi que sur tous les sites du réseau maville.com.

La machine de « saisie informatique des IS » est donc bien lancée. Sept des douze départements de parution du quotidien régional vont l'adopter avant l'été,

infocale.fr

ouest-france | maville.com | Presse Océan | Vendée Matin

collecter davantage d'informations, publiées aussi chez ses « pseudos concurrents qui font partie de la maison » : Vendée-Matin, Presse-Océan, Le

les quatre derniers avant le mois d'octobre prochain.

En déchargeant ses correspondants locaux de ces petites infos pratiques et essentielles pour la

vie de la commune, le journal court-circuite ainsi la source même de l'information locale. On peut d'ailleurs se demander si Ouest-France va se limiter longtemps aux infos services et aux annonces d'événements avec photo, ou si tel président d'association ou tel chargé de communication ne pourra pas bientôt saisir ses propres communications par ce biais. Surtout quand l'une des missions actuellement confiées aux journalistes locaux est de les rencontrer pour leur présenter et promouvoir l'outil. En sachant eux-mêmes la branche sur laquelle ils sont assis. Quand Ouest-France se modernise, adieu donc l'info et bonjour la Com !

près de vous

Trignac

Courrier en souffrance

Jean-Louis LE CORRE est intervenu auprès du directeur départemental de La Poste pour protester contre la dégradation régulière de la distribution du courrier. Des usagers lui ont fait part de retards allant jusqu'à 15 jours (!), d'erreurs fréquentes... Le Maire de Trignac demande des explications et exige, pour sa ville, la qualité et la continuité de service qu'on est en droit d'attendre du service public de La Poste. Il a demandé aux élus d'être particulièrement vigilants sur cette question

EDF GDF

Pontchâteau fermé

A force de réduire les effectifs et d'agrandir les périmètres d'intervention, les locaux d'EDF-GDF à Pontchâteau sont devenus trop grands. L'entreprise publique a donc décidé de les louer et de transférer ses personnels sur Saint-Nazaire au grand mécontentement de Marc JUSTY. Le maire de Saint-Joachim, regrettant que des locaux de remplacement n'aient pas pu être trouvés sur Pontchâteau, a remarqué, qu'une fois encore, « c'est la proximité qu'on met en cause, la qualité du service public qu'on choisit de dégrader ».

Conseil général

Des logements pour les étudiants boursiers

Le chantier de construction de la résidence étudiante de la Haute Forêt, à Nantes, a débuté avec le désamiantage du bâtiment et des démolitions partielles. A l'occasion d'une conférence de presse qu'il a donné sur le site, Jean-Louis LE CORRE a rappelé que cette réalisation qui devrait être terminée courant 2008, était financée par l'Assemblée départementale et accueillerait des étudiants boursiers dans des logements à vocation sociale. La rénovation intégrera des matériaux et des techniques qui permettent de préserver l'environnement et d'économiser les énergies. Le vice-Président en charge du Droit au Logement a insisté pour que les futurs étudiants puissent utiliser le tramway et des transports collectifs pour leurs déplacements.

Missillac

Ecole occupée

Michel GUILLET a assuré les parents de l'école publique de son soutien le plus total, après que ces derniers aient retenu la directrice dans son bureau pour l'empêcher de faire cours. Ils voulaient ainsi se faire entendre et obtenir l'ouverture d'une nouvelle classe pour la rentrée. L'Inspection a fini par leur donner partiellement raison en acceptant une possible création après comptage des effectifs à la rentrée de septembre « Cela rend encore plus urgent la construction de nouveaux locaux pour l'école Française DOLTO » a constaté le Conseiller municipal communiste qui intervient, chaque fois qu'il le peut, sur cette question auprès des élus locaux.

L'activité

La Turballe

Le centre de Pen-Bron menacé

Interpellés lors de la campagne des législatives sur l'avenir du centre de rééducation fonctionnelle de Pen-Bron à La Turballe menacé de délocalisation, Christian SAULNIER, Sabine MAHE, Marc JUSTY, Patrick HAMMON, Michèle PICAUD, Alexandra PONCELET ont vivement réagi dénonçant la volonté de l'Agence Régionale d'Hospitalisation (ARH) de profiter de la réalisation de la future Cité Sanitaire à Saint-Nazaire pour réunir dans un même lieu, les lits de Pen-Bron et ceux des centres de Saint-Nazaire et de Pornichet. « Si une telle hypothèse se vérifiait, affirment-ils, cela voudrait dire que les patients de Pen-Bron ne bénéficieraient plus d'un cadre de vie et d'un environnement qui, de l'avis de tous, sont très favorables à leurs soins... Si l'ARH parvenait à imposer le regroupement des moyens matériels et humains sur un seul site... ce sont 400 emplois qui seraient menacés sur le secteur, sans compter les emplois indirects... Nous tenons à dire notre opposition déterminée à ce projet... Nous demandons que l'ARH y renonce. Nous demandons également que soient d'urgence, dégagés les moyens nécessaires pour soient réalisés au plus vite, les travaux indispensables à la sécurité du centre. Nous assurons les patients et leurs familles, les personnels et les Amis de Pen-Bron de la détermination des élus communistes et républicains de la région nazairienne, de la Presqu'île, de la Brière et du Pays de Retz à se faire entendre partout où ils sont présents sur cette question, à se mobiliser pour obtenir, ensemble, que le centre puisse continuer à vivre et à se développer ».

Pays de la Loire

Délégation dans une Chine réveillée

Hubert DELAHAIE participait à la délégation que le Président de la Région conduisait en Chine du 19 au 28 mai dernier. Le Conseiller régional de Brière nous livre ses premières réflexions.

NLA : Pourquoi une mission à Shanghai et dans la région de Pékin ?

Hubert Delahaie : La Région des Pays de la Loire, comme toutes les autres régions, entretient des relations au niveau international. Il s'agit de développer des liens économiques, culturels, sportifs... L'an dernier, nous avons ouvert un bureau permanent à Qingdao, dans la province du Shandong (100 millions d'habitants). Nous avons accompagné un groupe de PME qui souhaitent approcher le marché chinois. En liaison avec l'ambassade de France, nous avons dialogué longuement avec les responsables des milieux équestres qui se sont montrés particulièrement intéressés par la filière équine des Pays de la Loire, de Normandie et de Poitou Charente, deux régions qui s'étaient associées à nos démarches. Le Shandong étant une région viticole, les producteurs vin de Saumur ont pris des contacts...

NLA : Y a-t-il eu des résultats concrets ?

Hubert Delahaie : Un protocole de jumelage entre Saumur et la ville de Penglai, l'Orchestre des Pays de la Loire donnera trois concerts en 2008 à Pékin, Qingdao et Shanghai, la signature d'un important marché pour la filière équine, des entretiens avec les autorités chinoises....



NLA. Quelles sont vos premières impressions de retour en France ?

La Chine est couverte de grues, de bétonneuses, de chantiers de constructions de logements, d'autoroutes... Shanghai compte 5 400 grattes ciel, on en livre un nouveau, tous les jours !... La Chine, c'est près de vingt fois la France, le bon échelon des relations devrait être l'Europe ! Développons nos relations sans naïveté. La mondialisation libérale est aussi en marche là-bas avec ses laissés pour compte ! Une mission de huit jours ne permet pas de juger de la situation et de ses évolutions futures mais elle fait prendre conscience que la mondialisation libérale est à l'œuvre partout. Comment lui résister, construire autre chose ? Avec quelles forces organisées ? En donnant quelles perspectives ? Vaste débat !

ADECR

Une journée pleine d'énergie



L'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains (ADECR) organisait le 30 mai, à Couëron, avec le Centre d'information, de documentation, d'études et de Formation des Elus (CIDEFE), une journée autour des questions de l'énergie. L'après midi, casque sur la tête, les stagiaires visitaient la centrale électrique de Cordemais.

C'est en parlant des « contraintes » que Claude AUFORT, membre de la commission énergie du PCF, débute son exposé. Avec des arguments chocs. « D'ici 2050, si le réchauffement climatique est supérieur à 2 degrés, il y a péril... Peut-on demander à la Chine, à l'Inde, aux pays émergents de renoncer au développement quand deux milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'électricité ?... On sait produire du charbon propre. Il faut accepter les coopérations et les transferts de technologies ». Parlant des « besoins », l'ancien ingénieur au Commissariat à l'Énergie Atomique est précis : « La population mondiale va passer de 6 à 9 milliards d'habitants, la demande doubler d'ici 2050... Tchernobyl n'est pas un accident nucléaire, c'est un accident soviétique ! Ils avaient choisi de ne respecter aucune des règles de sécurité... Depuis que le nucléaire existe, les déchets hautement radioactifs représentent la valeur d'un terrain de football à enterrer... ». « Il faut travailler les énergies de substitution mais cela ne suffira pas à relever le défi » affirme Jacques DAVY, responsable CGT, « se passer du charbon et du nucléaire, c'est interdire aux pays les plus pauvres de se développer. » Marc JUSTY, Président de l'ADECR, propose « des pistes de réflexion et d'action ». Il parle d'une « Bretagne électrique » dont le grave déficit énergétique est « un obstacle à l'emploi et à l'installation d'entreprises ». Gilles BONTEMPS, responsable des questions de transport à la Région rappelle « le TGV tiré par une locomotive diesel entre Nantes et La Roche sur Yon », l'impossibilité de réaliser une liaison entre Nantes et Bordeaux. Plusieurs intervenants évoquent l'ouverture de l'électricité à la concurrence le 1er juillet et l'envolée probable des prix. D'autres plaideront pour une maîtrise publique de l'énergie et le nécessaire rapprochement entre EDF et GDF, deux entreprises publiques qui ont fait la preuve de leur efficacité.

NOUVELLE TWINGO
Tendance. Pratique. Écologique.

A découvrir dans votre centre d'essai

Venez participer au **GRAND JEU Nouvelle Twingo**

RENAULT

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE

380, route de la Côte d'Azur - Saint-Nazaire - 44500
02 40 17 20 20 - STNAZAIRE

RFS : LA LUTTE ENTRE LES DEUX TOURS !

RFS à Trignac construit des paraboles pour la télévision par satellite. C'est une filiale d'Alcatel Lucent qui gagne beaucoup d'argent. Elle est menacée de délocalisation en Inde. Mobilisé depuis plusieurs mois, le personnel s'est mis en grève entre les deux tours des législatives pour défendre son pouvoir d'achat. Une grève et une manifestation en sous-préfecture de Saint-Nazaire particulièrement bien suivies. Yann Billy et Sophie Duquesne, les délégués CGT, ont rappelé les enjeux et souligné que la récente embauche de 20 précaires en CDI sur le site, était à mettre au compte de l'action. Nicole JAKUES, Maire adjointe, Christian BOUALEM Conseiller municipal, et Alain GUERIF responsable local du PCF ont activement soutenu les salariés qui ont obtenu une augmentation forfaitaire mensuelle de 25 euros pour tous et une prime exceptionnelle de 60 euros.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 | 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Nécrologie

Auguste COURCOUL, adhérent depuis toujours de la cellule Le Paih, Section de Nantes, est décédé le 11 juin 2007 à l'âge de 80 ans. Métallo, militant de la CGT dont il animait la section des retraités, il avait eu le malheur de perdre il y a peu, son épouse, ancienne cheminote communiste et cégétiste, puis l'un de ses deux fils. Avec ce camarade courageux et déterminé, c'est tout un pan de la mémoire ouvrière qui s'en va.

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de **Daniel MASIÉRA**. Lors de la cérémonie au cimetière parc, Michel RICA a rappelé au nom du Parti Communiste, le parcours militant qu'a été celui de Daniel. Professeur de philosophie, il a participé à la formation théorique de générations de militants, tout en menant une importante activité syndicale au SNES.

Michel SEIGNARD nous a quitté. La maladie a eu raison de sa force de militant. Il y a quelques années, il a été Maire adjoint de Montoir de Bretagne.

Nous avons appris avec tristesse le décès de notre camarade **Marie-France FEVRIER** de Saint-Nazaire.

Dans ces moments difficiles, la Fédération du Parti Communiste et les Nouvelles de Loire-Atlantique tiennent à apporter tout leur soutien, aux familles et à leurs proches.

UNE RUE MAURICE PICONNIER À ST BRÉVIN ?

Jean-Joël Murrati, Conseiller municipal de Saint-Brévin les Pins a relayé à plusieurs reprises la demande des associations de résistants et déportés et des retraités CGT de Saint-Brévin les Pins de donner l'appellation Maurice Piconnier à l'un des lieux publics de la commune. Pour l'élu communiste : « Résistant, syndicaliste et militant de toutes les causes humaines, Maurice Piconnier a marqué l'histoire locale bien au delà de notre commune. Monsieur le Maire de l'époque évoquait le trouble que pouvait poser sur nos administrés de débaptiser les avenues. Aujourd'hui de nombreux quartiers voient le jour, des avenues nouvelles attendent leur dénomination, aussi, je propose aujourd'hui qu'une avenue porte le nom de Maurice Piconnier. »

MERCI YANNICK !



Yannick Chéneau ayant fait valoir ses droits à la retraite, une soirée était organisée en son honneur à la Fédération. Un moment fraternel, convivial, émouvant aussi qui a permis à Michel Rica de remercier Yannick, au nom des communistes du

département pour les 13 années passées à travailler à la Fédération. **L'équipe des Nouvelles tient à présenter à Yannick et à Jeannine tous ses vœux pour profiter de ce repos bien mérité. Merci Yannick pour tous ces bons moments passés ensemble !**

Jeune retraité, militant et responsable communiste, Yannick ne nous quitte pas et nous aurons tous le plaisir de le retrouver dans les manifs, à la Fédération et dans l'activité de notre parti ! **Alors bon vent Yannick, profites en bien et à très bientôt !**

Fête de l'Humanité
14.15.16 septembre
Iggy Pop & The Stooges
Renaud
Olivia Ruiz
Grand Corps Malade
Ayo
Les Ogres de Barback
Les Fatals Picards
Bazarlight
Johnny Clegg
West Side Story par l'Orchestre Philharmonique de Radio France
Lake
AKU D

www.humanite.fr
30 ans - 15 ans - 15 ans - gratuit

Parc départemental de La Courneuve

Fête de l'Huma, on y va !

Comme chaque année, la Fédération 44 du PCF sera présente sur la fête de l'Humanité. L'équipe de camarades qui participe au stand est en train de se constituer autour de notre camarade Danny Frouin. L'équipe de montage sera présente sur la Fête dès le lundi 10 septembre. La Fédération est en train de travailler à un départ en car pour pouvoir se rendre à la Fête dans le week-end. Pour participer aux activités du stand ou tout simplement pour vous rendre à la Fête ou vous procurer votre vignette, n'hésitez pas à contacter la Fédération (02 40 35 03 00)



L'année scolaire se termine avec son lot d'examens et de concours. L'angoissante attente des résultats s'accompagne pour beaucoup d'étudiants et de lycéens de la recherche d'un job pour cet été. Ce ne sera pas les vacances pour tout le monde quand on sait que 2 étudiants sur 3 vont travailler pour gagner un peu d'argent afin de payer le permis de conduire, de payer les frais d'inscription de la rentrée ou pour pouvoir partir en vacances pendant 1 ou 2 semaines. Les

jobs d'été sont certainement positifs, ils permettent d'avoir une expérience professionnelle, souvent la première, de rencontrer d'autres jeunes, d'autres salariés, de mieux connaître le monde du travail. Seulement, ces jobs saisonniers sont principalement des boulots peu réglementés et donc mal payés puisque ce sont des postes créés pour combler l'augmentation de l'activité d'une entreprise, en particulier dans la restauration ou l'hôtellerie.

Ce sont aussi des postes de remplacement de départs en congés, dans l'industrie ou dans les services qui dans ces conditions peuvent bénéficier d'un contrat plus précis notamment en terme de temps de travail et de salaire. Dans tous les

Travailleur saisonnier mais salarié d'abord !

cas, il faut dénoncer l'exploitation subie par bon nombre de jeunes qui au nom de la sacro-sainte flexibilité, doivent travailler sans compter leurs heures, et recevoir le minimum accordable de la part de patrons bien contents de trouver une main d'œuvre bon marché, non organisée et faci-

lement malléable. Je me souviens de ces soirs à servir dans un café où le patron repoussait les horaires de fermetures parce que les clients restaient plus longtemps à consommer malgré le rideau déjà baissé. A la fin du mois, le salaire ne changeait pas. Le fameux « Travailler plus pour gagner plus » ne s'applique pas pour les plus modestes et les plus précaires. Il est urgent de remettre à plat les contrats saisonniers, de clarifier les droits, les temps de travail et d'augmenter fortement le SMIC pour qu'aucun jeune n'ait l'impression d'avoir travaillé pour rien, si ce n'est pour donner à l'employeur, l'envie de continuer à exploiter d'autres jeunes l'année suivante.